

# L'Humanité



# rouge

Prolétaires de tous les pays,  
nations et peuples opprimés, unissez-vous!

QUOTIDIEN DES COMMUNISTES MARXISTES-LÉNINISTES DE FRANCE

jeudi  
27 janvier 1977

No 612

1,50 F

B.P. 61  
75861 Paris Cedex 18  
CCP 30 226 72  
La Source

Commission paritaire  
No 57952

## Tout au long de sa tournée en province

# BARRE CONSPUÉ PAR LES OUVRIERS ET PAYSANS



Au cours de ses 2 jours de visite dans la région-centre, Barre, qui prétend avoir le soutien de l'immense majorité des français, a été accueilli par les travailleurs en tant que représentant des monopoles.

Lundi à Orléans, ce sont trois mille travailleurs qui ont manifesté leur désapprobation du plan Barre. Un nombre non négligeable d'entre eux ont écrit : « Union, action, n'attendons rien des élections ».

Mardi, à Aubigny-sur-Nère, près de Bourges dans le Cher, 1 500 agriculteurs ont bloqué le centre de la ville. Après le départ d'Orléans, le cortège ministériel a dû emprunter un parcours différent de celui prévu initialement, en raison de manifestations annoncées par les agriculteurs de la région.

A Selles-sur-Cher, interrogé sur les grèves, le premier ministre a répondu : « Nous sommes en démocratie. Le droit de grève existe. La grève aura lieu. Mais je peux vous dire que la politique du gouvernement ne changera pas. Pour le reste,

depuis le mois de septembre, on va, de jour en jour, à des attitudes, des comportements et des commentaires qui relèvent d'une agitation superficielle et qui ne correspondent pas au sentiment profond de ce pays ».

En dépit de ces affirmations prétentieuses, le sentiment profond des travailleurs des villes et des campagnes c'est « Non à l'austérité, non au Plan Barre ».

« Nous voulons, nous aurons satisfaction ».

## Deffrenne (Roubaix)

# PREMIERE VICTOIRE CONTRE LES LICENCIEMENTS

Après une semaine de grève unanime avec occupation, les travailleurs de Deffrenne (groupe Schlumpff - voir notre édition du 19/1/77) ont décroché la victoire : la Cogefi a suspendu les 35 li-

cenciements qu'elle prétendait imposer. Nous reviendrons de façon plus détaillée sur cette bataille exemplaire menée et gagnée, dans le textile roubaisien par la classe ouvrière.

## Espagne

# L'UNION SACREE AUTOUR DE JUAN CARLOS

Après les assassinats commis ces jours derniers par la police et les bandes fascistes et qui ont fait 7 morts en deux jours, la protestation populaire se développe. Plus de trois mille personnes ont assisté aux obsèques de Maria Luz Najera, qui avait été tuée lundi par la police à Madrid.

Dans de nombreuses entreprises, un mouvement de grève s'est développé pour dénoncer les crimes fascistes. A Barcelone, la grève était totale à l'usine SEAT, après l'assassinat de 5 avocats.

Pendant ce temps, on assiste à la mise en place d'une véritable « union sacrée » autour de Juan Carlos. Les dirigeants socialistes et révisionnistes cherchent à présenter les crimes récents comme étant le seul fait de fascistes « attardés » qui

cherchent à entraver le processus de prétendue « démocratisation ». Dans une déclaration commune, les directions syndicales déclarent que « les dernières actions de l'extrême-droite font partie d'un complot qui tente de s'opposer au processus démocratique en cours » et promettent au gouvernement « l'appui de tous les travailleurs s'il prend des mesures pour punir les coupables ».

Ils veulent ainsi faire apparaître Juan Carlos comme un démocrate. Mais ils ne pourront faire oublier que c'est la police de ce « démocrate » qui au cours de ces dernières semaines a assassiné plusieurs personnes en réprimant des manifestations. Ce qui intéresse ces gens-là, ce n'est pas la liberté du peuple mais la possibilité pour eux de pouvoir participer à la dic-

tature de la bourgeoisie. C'est là ce qu'ils appellent la « démocratisation ». C'est ce que veut réaliser Juan Carlos, c'est aussi ce que refusent certaines bandes fascistes. Mais le peuple quant à lui combat pour sa propre liberté.

## Mahmoud Saleh inhumé à Amman

La dépouille de Mahmoud Saleh, assassiné le 3 janvier dernier à Paris, a été inhumée lundi dans le cimetière des martyrs situé dans la banlieue sud d'Amman en Jordanie. Des membres de sa famille, venus de Cisjordanie occupée, étaient présents ainsi que les représentants de l'O.L.P. Les sionistes avaient refusé qu'il puisse être inhumé dans sa terre natale qu'ils occupent.

## Le PCF et la Tchécoslovaquie ou l'hypocrisie

« L'Humanité » de mardi publie une déclaration sous le titre « Atteinte aux libertés en Tchécoslovaquie »

dans laquelle on lit que la répression qui frappe à l'heure actuelle les signataires de la « Charte 77 » « préoc-

cupe sérieusement les communistes français ».

Cette déclaration appelle plusieurs remarques.

Il faut une bonne dose d'hypocrisie pour prétendre s'indigner de la répression organisée par les sociaux-fascistes au pouvoir en Tchécoslovaquie alors que le PCF entretient des relations avec les responsables de cette répression. En vérité, ce qui gêne les dirigeants du PCF, ce n'est pas la répression qui s'exerce en Tchécoslovaquie, c'est que celle-ci soit trop voyante, trop connue, trop dénoncée de par le monde. Ils voudraient des amis moins compromettants. Il n'y a pas si longtemps, « L'Humanité » consacrait des pages entières pour vanter les « bienfaits du socialisme tchécoslovaque ». A cette époque-là, pourtant les tribunaux et les prisons de Prague ne chômaient pas.

## LES INSULTEURS DE LENINE

Dans son dernier numéro, la revue des révisionnistes soviétiques, « Novoe Vremia », prend vivement à parti l'idéologue du parti révisionniste français, Ellenstein, à propos de son livre sur le PCF, dans un article intitulé « Falsification au lieu d'analyse objective » et que cite l'agence TASS.

Cet article des plumitifs sociaux-fascistes déclare « Essayant de démontrer à toute force que le léninisme ne vaut rien et que de toute façon, il ne peut orienter la lutte pour le socialisme dans la France contemporaine, Jean Ellenstein en arrive à des affirmations monstrueuses, absolument indécentes pour un homme qui se dit communiste (...) « Jean Ellenstein tente avant tout de mettre en doute l'enseignement révolutionnaire du marxisme-léninisme et sa signification pour les communistes, pour la classe ouvrière des pays capitalistes développés occidentaux ».

N'est-ce pas admirable que de voir les fascistes de Moscou jouer aux défenseurs de Lénine et du léninisme ?

En vérité, il s'agit là d'une querelle entre insulteurs de Lénine, entre ennemis acharnés du léninisme.

(Suite p. 3)

(Suite p. 3)

## Le Parti communiste de Pologne salue l'écrasement de la «bande des quatre»

Le Comité central du parti communiste de Pologne a publié dans le dernier numéro du «Drapeau rouge» un article saluant chaleureusement le président Houa Kouo-feng qui, fidèle aux volontés du président Mao Tsé-toung, a remporté une grande victoire en écrasant la «bande des quatre».

Il déclare que sa nomination au poste de président du Comité central du Parti communiste chinois «revêt une importance vitale pour le développement futur de la révolution et du socialisme en Chine et dans le monde entier».

«Le gouvernail de la dictature du prolétariat reste dans les mains puissantes de l'homme qui a été choisi par Mao Tsé-toung en personne pendant les derniers mois de sa vie comme successeur et qui est un marxiste-léniniste longuement éprouvé, choix qui a non seulement une importance historique pour la vie du grand peuple chinois mais constitue aussi un événement politique auquel s'intéressent vivement le monde entier, le mouvement ouvrier révolutionnaire international et le mouvement de Libération nationale en particulier».

## Pour diviser le tiers monde

### La dernière trouvaille de Moscou

D'après un quotidien koweïtien, l'URSS aurait proposé dernièrement la création d'une «nouvelle» OPEP à laquelle elle adhérerait elle-même. Les pays auxquels elle a fait cette proposition sont la Libye, l'Algérie et l'Irak. Ces trois pays auraient fait part de leur refus à cette proposition soviétique.

Cette proposition qui ne manque pas d'originalité illustre de façon particulièrement grossière les manœuvres de division du tiers monde et notamment des pays exportateurs de pétrole auxquelles se livrent les sociaux-impérialistes russes. Objet des attaques effrénées de la part des impérialistes, car elle est une organisation permettant au tiers monde de défendre ses droits, l'OPEP est la cible de tentatives de division dont l'initiative soviétique est une des illustrations les plus flagrantes.

«Diviser pour régner» est une vieille devise des impé-

## Zimbabwe

# Le front patriotique resserre ses liens

Ivor Richard, le médiateur nommé par la Grande Bretagne pour négocier une issue au régime raciste de Ian Smith dans l'affaire rhodésienne, risque fort d'user en vain ses semelles entre Londres et Salisbury. Buté sur ses positions, aveugle à l'embrasement général qui se prépare, Smith s'obstine à refuser de remettre le pouvoir à la majorité africaine — 6 millions d'Africains pour 260 000 blancs en Rhodésie.

L'Angleterre qui souhaiterait se débarrasser rapidement de l'épave rhodésienne qui l'ennuie considérablement, croyait avoir trouvé une porte de sortie en essayant d'imposer au futur gouvernement de transition en Rhodésie, la tutelle d'un arbitre anglais soi-disant «au-dessus des querelles partisans». Les patriotes africains ont justement rejeté cette mise en tutelle, quant à Smith il ne veut toujours pas se résigner à lâcher le pouvoir auquel il se cramponne désespérément. Ce sont sans aucun doute ses services secrets et ceux de son complice d'Afrique du Sud Vorster, qui sont à l'origine du lâche attentat qui vient de coûter la vie à un



Joshua Nkomo (à droite) et Robert Mugabe (à gauche) : réorganiser les forces combattantes, telle est la tâche de l'heure.

patriote africain, Jason Moyo. Celui-ci, bras droit du leader de l'ANC, Joshua Nkomo, a été assassiné à Lusaka (Zambie) par l'explosion d'un colis piégé. 6 autres responsables de l'ANC ont été blessés par l'explosion.

Ce nouveau martyr de libération africaine avait été l'un des principaux artisans du rapprochement survenu entre son mouvement et celui de Robert Mugabe qui intensifie la lutte armée par l'intermédiaire de la ZIPA. Le «Front patriotique» qu'ils ont créé est désormais le seul mouvement à être reconnu et soutenu par les «5 pays africains de première ligne».

Les manœuvres racistes sont vouées à un échec retentissant. Le Front pa-

triotique riposte à ces agressions en resserrant ses liens, notamment par la mise sur pied d'un «comité de coordination» destiné à réorganiser les forces combattantes.

Selon un récent message de l'OUA, Jason Moyo aura, comme les 9 patriotes africains pendus récemment à Salisbury, «une place d'honneur dans un Zimbabwe indépendant. On se souviendra de leur sacrifice. Ils sont morts pour que d'autres vivent en hommes libres dans leur patrie.»

## Algérie

### Les «Dix grands rapports» du Président Mao, salués par «Révolution africaine»

«Révolution africaine», organe central du Front de Libération nationale d'Algérie, souligne dans un article de son dernier numéro que «le texte des "dix grands rapports" du président Mao Tsé-toung est d'une actualité brûlante, non seulement pour la Chine, mais également pour tous les pays du tiers monde qui ont décidé de s'engager dans la voie du développement».

L'article indique que ce discours important du président Mao constitue l'un des exposés les plus complets de la dialectique et un document-programme.

L'article ajoute que «les dix grands rapports désignent la série de contradictions apparentes qu'il s'agit de résoudre entre les différents objectifs économiques, sociaux et politiques» et que «les dix problèmes soulevés se rapportent tous à un principe fondamental : mettre en œuvre tous les facteurs positifs de l'intérieur et de l'extérieur du pays pour qu'ils servent la cause du socialisme».

## Thaïlande

### Une nouvelle victoire du Parti Communiste Thaïlandais

Les combattants du Parti communiste thaïlandais ont infligé samedi une sérieuse défaite aux forces armées du gouvernement fantoche de Bangkok. Un groupe armé de patriotes a pris et détruit un poste de police dans la province de Nakorn Srithammarat après en avoir chassé la garnison puis s'est retiré sans avoir subi de perte et en emmenant un prisonnier.

### Une nouvelle brochure sur l'édification du socialisme dans les campagnes chinoises

## Avec ceux de la commune populaire de Tsiliying

Ce livre est un reportage sur une commune populaire d'avant-garde en Chine traitant de questions complexes, mais d'une lecture aisée.

L'histoire de la lutte de Tsiliying et son développement depuis quinze ans est typique des communes populaires dans leur ensemble. Elle aidera les lecteurs à mieux comprendre le caractère, l'organisation, les fonctions et les avantages de ces collectivités socialistes d'un genre nouveau, ainsi que la vie, le travail et la mentalité des 600 millions et quelques de paysans, soit les quatre-vingt-cinq millions de la population de la Chine, organisés dans ces communes.

L'agriculture de la Chine est la base de son économie. Les auteurs donnent un aperçu de premier plan de la manière dont l'esprit de compter sur ses propres forces et de lutte acharnée qui impulse tous les progrès de l'économie chinoise, se manifeste dans les communes.

Ce livre, outre une vue générale sur la commune populaire de Tsiliying, nous présente également les différents domaines de travail dans la commune et dans des brigades typiques : travail agricole, industrie, commerce, éducation, milice populaire, jeunesse, femmes, culture et loisirs, médecine et santé.

Edifier le socialisme est une lutte contre les ennemis de classe, les lignes et idées erronées et la nature. En la menant, le peuple transforme le monde et se transforme lui-même. Nous apprenons ici, par des épisodes et portraits



Liu Chou-mo, secrétaire de la cellule générale du parti, de la brigade de Tsiliying part au travail avec de jeunes membres de la commune.

saisis sur le vif, comment le Parti communiste chinois guide les paysans dans leur marche en avant, conformément à la ligne révolutionnaire du président Mao Tsé-toung et comment les idées socialistes s'enracinent toujours plus profondément dans d'innombrables cœurs et esprits.

Ce livre paraît également en anglais, allemand, espagnol, japonais, vietnamien et arabe.

250 pages, dont 24 pages de photos. 3,40 F plus port. Disponible à E-100, 24 rue Philippe de Girard - 75010 Paris.

## nouvelles intérieures

## La préparation des municipales à Vichy (1)

TRACTATIONS ENTRE LES  
PARTIS BOURGEOIS  
LICENCIEMENTS ET LUTTE  
POUR LES OUVRIERS

A Vichy, à l'approche des élections municipales, les bourgeois de toutes sortes dressent leurs plans sur le dos des travailleurs.

Le 17 janvier, les responsables du PCF de Vichy donnaient une conférence de presse dont la presse bourgeoise locale s'est d'ailleurs largement faite l'écho, concernant les élections de mars prochain.

A cette occasion, René Bardet, secrétaire de la section de Vichy du PCF s'est surtout lamenté sur les difficultés rencontrées à Cusset et Bellevue pour l'établissement d'une liste commune entre les formations signataires du Programme commun.

En effet, à Bellevue, banlieue résidentielle de Vichy, l'actuel maire PS, Corniou, refuse catégoriquement l'idée d'une liste d'«Union de la gauche».

Quant à Cusset, les marchandages sur la répartition des sièges se poursuivent avec apreté, chacune des formations du Programme commun s'estimant la plus représentative.

A Vichy, un accord serait intervenu, avec en tête de liste l'énarque du PS, Belorgey, déjà candidat pour

les législatives partielles et avec les «gaullistes de progrès». A noter que dans les trois villes les radicaux de «gauche» sont mis sur la touche par leurs petits camarades.

Et les travailleurs dans tout ça ? Quel choix en effet à Vichy entre la prétendue «Union de la gauche», l'actuelle équipe municipale conduite par le docteur Locorin. Celui-ci après avoir été longtemps «sans étiquette», s'est découvert Républicain indépendant il y a deux ans. Quant à Péronnet, candidat possible, actuellement député — après avoir dit lors des législatives partielles qu'il ne briguerait pas la mairie de Vichy — pense maintenant que ce ne serait pas mal que notre ville ait un député-maire, de plus, ancien ministre ?

Le choix, les travailleurs ne le feront pas dans les isolements mais dans le durcissement des luttes et en s'abstenant en grand nombre comme ils l'ont déjà fait pour les législatives partielles de fin 76.

Comme partout ailleurs, la situation est de plus en

plus difficile pour les travailleurs de la région vichyssoise : 3 000 chômeurs dont plus de la moitié sont des jeunes et principalement des femmes.

Comme partout ailleurs, les prix ont brusquement augmenté au début de l'année et pour s'approvisionner il faut payer de 4 à 5 francs pour un kilo de carottes, de 6 à 7,50 pour les endives et les tomates, 3 F pour les pommes de terre et de 2,50 à 4,50 F pour les pommes.

De même, plus de 25 000 personnes ont eu le gaz et l'électricité coupés dans les derniers mois de 76, faut e de pouvoir payer à temps.

Le PCF et  
la Tchécoslovaquie ou  
L'hypocrisie

(suite de la p. une)

Cette hypocrisie est en tout point semblable à celle dont firent preuve les dirigeants du PCF après l'agression soviétique de 1968.

Devant la vague d'indignation soulevée par ce crime, les dirigeants du PCF durent élever une «protestation» mais bien vite, alors que les agresseurs étaient et sont toujours en place, ils acceptèrent la «normalisation» c'est-à-dire l'occupation de la Tchécoslovaquie et établirent des relations avec les fantômes mis en place par l'URSS.

Depuis, on cherchera vainement dans les colonnes de «l'Humanité» le moindre article de protestation contre la présence soviétique en Tchécoslovaquie et encore moins la moindre exigence du retrait des troupes de l'occupant social-impérialiste.

Ces gens-là ne sont rien d'autres que des individus à double face : par devant on «proteste» contre ce qui est trop flagrant et suscite l'in-

dignation populaire, par derrière on cautionne les crimes commis et on se retrouve entre «camarades» avec des assassins.

Si les dirigeants du PCF sont amenés à faire de telles déclarations, c'est pour une raison et une seule : ils veulent se faire passer pour des «démocrates» et veulent faire croire que ce qu'ils préparent en France n'aura rien de commun avec ce que font leurs amis là où ils sont au pouvoir.

«Les communistes français, écrit «l'Humanité», excluent catégoriquement de leur perspective politique ces atteintes aux droits et libertés individuelles et collectives. Ils les déclarent étrangères à l'idéal du socialisme». Les innombrables agressions fascistes auxquelles ils ont eu recours tout au long de ces dernières années contre des travailleurs, des mouvements de masse, des révolutionnaires, sont là pour attester de la valeur de ces proclamations...

Les  
insulteurs  
de Lénine

Suite de la p. 1.

Que Jean Ellenstein, fidèle à la ligne du PCF, soit un insulteur de Lénine, c'est là un fait certain. Il cherche à donner de Lénine l'image d'un ennemi de toute liberté, pour mieux tenter de justifier l'abandon par le PCF de la notion de dictature du prolétariat.

Mais que l'on sache, ces «grandes idées» sont venues d'où ? N'est-ce pas le parti révisionniste d'URSS qui, le premier, entama l'air désormais bien connu du «passage pacifique au socialisme», de «l'État du peuple tout entier» ? Ellenstein n'a rien inventé. C'est de Moscou qu'est venue son inspiration. Il se contente simplement de s'attaquer ouvertement à Lénine, tandis qu'en URSS on a continué à se parer de son nom pour attaquer ses enseignements.

Si les révisionnistes soviétiques s'en prennent aujourd'hui à Ellenstein et à travers lui, au PCF, ce n'est pas parce qu'il insulte Lénine, c'est parce qu'il est amené à mettre en cause certains aspects de la dictature social-fasciste régnant en URSS. L'article en question accuse d'ailleurs à ce sujet Ellenstein de recourir à des «inventions antisoviétiques sur la "violation de la démocratie", "l'absence de liberté", les "répressions contre les dissidents" en URSS».

Les sociaux-fascistes au pouvoir en URSS cherchent à parer leur dictature contre le prolétariat des couleurs de la dictature du prolétariat et à commettre leurs crimes au nom du léninisme. Ils voudraient faire passer pour la dictature du prolétariat la terreur à laquelle ils se livrent contre les masses soviétiques. Ne baptisent-ils pas aussi «internationalisme prolétarien» l'agression à laquelle ils ont recours contre d'autres pays ? Mais au fait, Hitler lui-même ne se proclamait-il pas «socialiste» ?

Comment on fait taire un  
journaliste de «Ouest France»

Début janvier, une procédure de licenciement a été lancée contre Pierre Duclos, journaliste (et délégué syndical CFDT) à Ouest France à St Brieuc, pour soit disant «fautes graves et répétées».

Les voici :

- à Bourbriac, une vente aux enchères oppose des paysans à la législation bourgeoise. P. Duclos dans son article reproduit la phrase d'un syndicaliste paysan : «ces enchères sont cousues de fil blanc». Deux avocats attaquent en diffamation (et gagnent leur procès !)

- à Rostrenen, deux lycéens sont exclus d'un collège religieux pour avoir publié un bulletin mettant en cause le fonctionnement de l'établissement. Ces deux lycéens et le père de l'un d'eux (paysan) ripostent par une grève de la faim. P. Duclos aurait «manqué de rigueur et d'impartialité» en ne développant pas suffisamment le point de vue de la direction et de la majorité (réactionnaire) des parents d'élèves.

- P. Duclos rend compte d'un conflit entre la propriétaire et une employée d'un salon de coiffure, sans d'ailleurs nommer ni situer

le magasin. La propriétaire attaque en diffamation (jugement non encore rendu). P. Duclos aurait ici «manqué de prudence et de tact». Comme on peut en juger par ces trois affaires, l'«impartialité» chère à la Direction d'Ouest-France consiste donc :

- à ne pas faire état de l'opinion de paysans en lutte contre la justice bourgeoise,
- à donner la parole le moins possible à des lycéens en lutte et le plus possible à la direction qui les réprime,
- à taire le plus longtemps possible tous les conflits du travail.

Et c'est pour ne pas avoir respecté cette impartialité-là qu'un journaliste est licencié !

Il s'agit d'étouffer encore plus dans l'information le point de vue des travailleurs et la liberté d'expression déjà si écrasée. C'est de plus une attaque contre un responsable de la section des journalistes CFDT.

Le 8 janvier, par 196 voix contre 3, les journalistes demandent l'annulation du licenciement. Ils appuyaient cette demande par 5 jours de grève consécutifs, ce qui ne s'était jamais vu chez les

journalistes ! Il s'agissait là d'événements d'une grande importance, touchant le quotidien le plus diffusé de France, dans le cadre de sa «restructuration» en cours, et de la lutte pour le contrôle de la presse.

Nous invitons nos correspondants à nous transmettre tous éléments permettant d'en comprendre la portée : situation du journal sur tous les plans, déroulement du conflit et en particulier conditions de la reprise, développement des protestations et perspectives etc.

Le licenciement doit être annulé !

— Parce que je considère que seule la dictature du prolétariat imposera la fin de l'exploitation et de l'oppression du capitalisme et permettra la construction du socialisme

— Parce que je désire participer à l'édification d'un authentique parti marxiste-léniniste unique

Je demande à adhérer à l'organisation des communistes marxistes-léninistes de France.

Dans ce but, «L'Humanité rouge» peut prendre contact avec moi à l'adresse suivante\* :

Nom ..... Prénom .....

Adresse .....

Signature .....

\* Indiquer ici ton adresse ou une autre adresse par laquelle on pourra entrer en contact avec toi.

Nouveaux remous dans  
l'affaire De Broglie

Décidément on ne pourra empêcher personne de penser que bien des gens intéressés de près ou de loin au meurtre du député De Broglie courent toujours.

Non seulement, ils courent mais ils frappent, après le cambriolage du château du député, l'agression contre un journaliste, cette fois c'est un des témoins qui vient d'être agressé.

Le dénommé Bernard André fut un des premiers témoins entendus par la police au début de l'enquête. Or il a été attaqué en rentrant chez lui jeudi dernier par deux individus qui, tout en le bourrant de coups, lui ont dit : «Tu es content de tes déclarations».

Après avoir prévenu la police, le dénommé Bernard André s'abstient de porter plainte !

Par ailleurs les avocats de Ribemont, un des inculpés,

viennent lundi de demander au juge d'instruction d'entendre un nouveau témoin.

Il s'agit d'un certain Guignard, qui ne cache pas ses liens avec des policiers plus ou moins parallèles, et qui affirme avoir à plusieurs reprises alerté les autorités et la DST (encore elle) sur les menaces d'assassinat contre De Broglie, par des «responsables d'un important trafic d'armes et de drogue».

Hector Rolland, député RPR, a confirmé qu'il avait effectivement reçu de telles «informations». Pour sa part, il les a transmises aussitôt au ministère de l'Intérieur !

Truands, flics et personnalités politiques continuent donc à s'agiter autour de cette affaire pour éviter que la boue n'éclabousse pas trop certains d'entre eux. C'est ce que Poniatowski appelle mener une enquête.



## Communiqué du comité de coordination des foyers Sonacotra en grève

Au cours de l'audience du 13 janvier au tribunal de Nogent-sur-Marne, où étaient convoqués les résidents du foyer Sonacotra de Champigny, la présidente du tribunal devant les affirmations contradictoires de la Sonacotra et de notre avocat, a décidé un «transport sur les lieux». La présidente, la greffière et les avocats sont donc allés au foyer de Champigny pour le visiter. Ils ont pu constater l'inexactitude des renseignements fournis par la Sonacotra dont l'avocat se faisait l'écho : l'absence de la mosquée, la fermeture du bar à 12 h 30 ce jour-là, l'installation de la télévision dans le bar uniquement et nulle part ailleurs, l'existence d'une seule salle collective en plus du bar et non une par bâtiment (il y a trois bâtiments). Ils ont pu constater également le manque d'entretien de l'immeuble et la superficie réelle des chambres. Enfin, ils ont découvert qu'aucune fiche conservée dans le bureau du directeur n'était signée par les résidents pour prouver leur adhésion au règlement intérieur. La décision du tribunal sera rendue dans les prochains jours.

Les tribunaux d'instance de Saint-Denis et de Dijon se sont prononcés pour les saisies-arrêt à titre conservatoire (1) pour les foyers de Saint-Denis, Pierrefitte et Dijon. Cela en attendant le jugement sur le fond sur la validité de ces saisies-arrêt.

A Saint-Denis, le jugement sur le fond aura lieu le 24 février.

A Montreuil, les saisies-arrêt sont devenues effectives et certains résidents ont déjà été victimes de cette saisie.

Cependant la Sonacotra est très ennuyée par les décisions des tribunaux de Pontoise, Sannois et Montmorency, qui ont fait droit aux demandes des résidents (2) jusqu'à ce que la juridiction administrative se soit prononcée sur la licéité de la procédure d'homologation des prix, et la juridiction pénale sur la plainte pour pratique de prix illicites déposée le 14 juin 1976.

Or, nous savons que cette plainte n'a toujours pas été instruite et que la Sonacotra espère bien casser notre lutte pour pouvoir définitivement étouffer cette affaire.

Tout se passe comme si on avait demandé au juge Colonna de faire trainer l'instruction jusqu'à ce que les autorités responsables aient brisé notre lutte.

Voyant qu'elle n'est pas dans son droit et que la justice n'est pas toujours de son côté, la Sonacotra utilise de nouveaux moyens d'intimidation.

Ainsi, dans plusieurs foyers (notamment Champigny), les gérants refusent de recevoir, et donc bien sûr de distribuer le courrier des résidents grévistes.

Par ailleurs, depuis plusieurs semaines, les résidents des foyers en grève reçoivent des feuilles d'impôts locaux pour la taxe d'habitation avec menace de saisie-arrêt sur salaire s'ils ne payent pas. Chose curieuse, la Sonacotra qui refuse le statut de locataire à ses résidents à obtenu du conseil d'Etat de n'avoir pas à payer les impôts locaux pour les foyers car, s'agissant d'une location, c'est aux locataires de payer.

Certaines municipalités (Garges-les-Gonesses) avaient reconnu que les résidents n'étant pas locataires, n'avaient pas à payer ces impôts. Mais le ministère des Finances a trouvé un moyen nouveau pour aider la Sonacotra à briser notre lutte et a décidé malgré tout, d'obliger les résidents à payer ces impôts.

Prochains jugements :

1er février : l'ordonnance sera rendue pour le foyer de Nanterre à Puteaux.

3 février : l'ordonnance sera rendue pour le foyer de Garges-les-Gonesses.

**Comité de coordination des foyers Sonacotra en grève**  
56, rue de la Fontaine au roi  
75011 Paris.  
CCP GISTI 30 182 02 La Source  
(préciser : foyers Sonacotra en grève)

(1) à titre conservatoire, cela signifie que la saisie-arrêt peut être effectuée mais le montant conservé au greffe du tribunal jusqu'au jugement définitif, qui peut décider de le remettre ou pas à la Sonacotra.

(2) Licéité équivalent de légalité, conforme ou autorisé par la loi.

## «2 concours pour embellir la vie à l'usine»

### Le nouveau gadget de Stoleru

Lionel Stoleru, secrétaire d'Etat au travail manuel, s'était illustré récemment par une campagne d'affiches «priorité au travail manuel». Le pouvoir qui ne manque pas d'imagination et de crédits quand il s'agit de propager des idées de collaboration entre patrons et ouvriers, vient de lancer une nouvelle opération. Il s'agit de 2 concours pour «embellir la vie à l'usine».

Le premier récompensera en juillet prochain, symboliquement, par une médaille, un établissement construit entre 1975 et 1976 et qui améliore «de façon significative les conditions de travail». Cette amélioration sera jugée en fonction de plusieurs critères, dont la conception pluridisciplinaire, l'innovation architecturale ou technique, la possibilité de généralisation et la consultation du personnel.

Le second concours récompense substantiellement — 200 000 F pour le 1er prix, 100 000 F pour le second et 20 000 F pour les cinq troisièmes prix, s'adresse à des équipes pluridisciplinaires — architectes, ingénieurs, ergonomistes, psychologues, qui élaboreront

un projet de construction d'usine améliorant également les conditions de travail du personnel. Les prix seront décernés dans un an.

Pendant que le ministre du Travail continue à licencier les délégués du personnel trop combattifs, pendant que les flics expulsent les travailleurs qui occupent leurs usines pour s'opposer à leur licenciement, pendant que la justice condamne et emprisonne des travailleurs, le secrétaire d'Etat, lui, se propose de «tisser une toile d'araignée qui rassemble tous ceux qui sont sur le terrain des problèmes posés par le travail manuel. Embellir la vie à l'usine, a-t-il conclu, ce n'est plus chimérique, c'est réalisable.»

Des millions d'AF de récompense aux brillants technocrates qui élaboreront de beaux projets destinés à tromper les travailleurs pendant que l'exploitation et le chômage continueront de sévir.

Mais les travailleurs ne veulent pas d'une exploitation dans des beaux locaux ; l'exploitation dorée, cela reste l'exploitation et ce que veulent les travailleurs, c'est en finir avec elle et tout le système capitaliste.

## PTT

### Centre de tri PLM (Paris)

## Organisons nous pour la lutte, assez de journées d'action bidon !

d'après la «Dépêche Rouge» du PLM No 35.

Face aux hausses de prix, à la détérioration de nos conditions de vie, l'inefficacité des journées «d'action» est perçue encore plus clairement. En voici une nouvelle programmée pour le 27.

Qui peut croire que celle-ci, même si elle réunit une partie importante ou toute la fonction publique, nous apportera quelque chose ?

Ce n'est pas la première du genre et les résultats en sont connus d'avance. Ces grévettes-bidon, loin de lancer l'action pour nos revendications ne visent autre chose que de ramasser des voix pour les prochaines élections.

Si les vraies grèves échouent comme la notre en 1974, c'est parce que les directions syndicales nous ont empêché de nous organiser à la base. Ces mêmes directions ont refusé la mobilisation contre les centres de tri parallèles. Les

faits montrent qu'elles prennent peur devant le mouvement de masse.

Si nous ne voulons pas que nos conditions de vie se détériorent encore davantage, unissons-nous et passons à l'action. Pour cela :

— élaborons des revendications simples, précises, faisant l'unanimité de tous (augmentations égales pour tous, 35 h et compensation du samedi, etc.).

— élisons des copains (syndiqués ou non) en qui nous avons le plus de confiance pour diriger les grèves (comités de grève).

— exigeons que les décisions les plus importantes soient prises en assemblée générale et que le comité de grève soit responsable devant celle-ci.

Pour nos revendications, unité à la base et dans l'action ?

Les communistes marxistes-léninistes du PLM.

## La restructuration au PLM

Au PLM, la restructuration s'annonce avec le départ de plusieurs services dont celui de la banlieue (Seine-et-Marne). Lorsque la bourgeoisie parle de restructuration, pour nous cela veut dire licenciements, mutations d'offices et manque d'effectifs. Licenciements d'auxiliaires : pour le moment, le moindre petit motif (exemple : avoir pris deux timbres) égale la porte. Mutations d'offices : pour le moment il n'y en a pas encore eu. Mais le manque d'effectif commence à se faire jour.

Alors l'administration pour tenter de palier cela et faire le maximum de profit à une solution : la section des «disponibles», section volante déplacée dans tous les services où par manque d'effectif les lettres à trier s'accumulent.

Ce moyen devait être insuffisant pour la direction qui a trouvé une autre solution : déverser le courrier d'une section sur une

autre lorsque celle-ci a pendant une heure ou deux un peu moins de boulot que d'habitude. Cela est «efficace» jusqu'au moment où les travailleurs refusent. Alors les sbires de l'administration viennent, poussent leur gueulante, parlent de rapport et donc de sanctions. Mais les travailleurs tiennent tête (important : les sbires sont au PCF ou proches).

Très peu de temps après la nouvelle s'est répandue, si bien que tactiquement aujourd'hui les petits chefs se sont écrasés ! Mais la lutte va continuer pour les effectifs, de manière à combattre pour l'intégration des travailleurs de la brigade des «disponibles» dans les services et pour refuser de faire le travail d'un service voisin.

les communistes marxistes-léninistes du PLM

A noter : un autre travailleur risque de passer en conseil de discipline pour l'examen des «Paris». Comme par hasard, les syndicats disent qu'il est «indéfendable» !

L'Humanité Rouge

Propagande de la CFDT  
Paris 11  
Téléphone 33 12 12 12  
C.P. 40 120 - 75 La Chapelle  
Membre du Comité de Paris

## A PROPOS DES MANŒUVRES DE DIVISION DANS LA CFDT

Des dirigeants nationaux de la CFDT conduits par Edmond Maire, emboitant le pas aux pratiques des dirigeants CGT, développent une campagne d'attaques contre des organisations (UD, UL, syndicats, fédérations) et des militants de la confédération. Leur objectif, c'est de renforcer la main mise des partisans de l'Union de la gauche, et du parti socialiste en particulier sur la CFDT, dans le cadre de la bataille entre partis bourgeois pour les élections législatives de 1978. Plusieurs fois mis en cause à cette occasion par les textes du Bureau national, notre journal et les militants qui s'y réfèrent, attachés à l'essor d'un syndicalisme authentiquement de classe et de masse s'adressent aux travailleurs et à la masse des adhérents CFDT pour contrer ces manœuvres de division.

Commandez et diffusez notre brochure. Son prix est de 2 F (pas obligatoirement payables à la commande) port compris. La vente peut être effectuée en souscription dans le cadre de la campagne de soutien à notre quotidien.



## Big Chief (La Roche-sur-Yon)

# BILAN D'UNE GREVE TRAHIE

La majeure partie du personnel de Big Chief (usine de confection à la Roche-sur-Yon appartenant au trust Biderman) qui s'était mis en grève le 4 janvier 1977 a repris le travail une semaine après, malgré la volonté de lutte de beaucoup de travailleuses.

Que s'est-il passé ?

Dès le début, les délégués CGT étaient contre la grève illimitée et ont tout fait pour démobiliser les ouvrières.

Que proposaient les délégués CGT ?

Comme d'habitude, les éternelles démarches auprès des pouvoirs publics, les lettres aux députés, au ministre. La CFDT a dénoncé cette attitude « Ces démarches sont vaines s'il n'existe pas derrière un rapport de force ».

Les délégués CGT n'ont pas voulu populariser la lutte par un tract dans les entreprises et faire une collecte pour organiser la solidarité. Leur objection : « Vous y croyez à la solidarité ? » (La CFDT a agi seule et a reçu un bon accueil de la population de la Roche

sur Yon, 1 700 F ont été rapidement collectés).

Les délégués CGT ont préféré laisser les ouvrières jouer aux cartes et s'émousser la combativité qui existait surtout chez les jeunes.

Et comme la grève « s'éternisait » elles ont fait intervenir un permanent CGT, membre du PCF, qui a commencé son discours par « dans la conjoncture actuelle... » en rappelant les récentes grèves de la Caisse d'Épargne de Paris, de la Sica-Sava... et qui a insisté sur la puissance du trust Biderman. Il a rappelé également la lutte du Parisien Libéré, deux ans d'occupation : Etes-vous prêts à tenir deux ans ? Et bien sûr il a ramené sa camelote électorale appelant les travailleuses à « bien voter pour la satisfaction de leurs revendications » ! Son sale boulot étant fait, les délégués CGT sont passés voir leurs syndiqués pour pousser à la reprise du travail le lundi 10 janvier. Il n'y a eu d'assemblée générale pour appeler à la reprise du travail.

Le lundi la CGT sortait un tract disant que l'action

n'était pas terminée, proposant... des débrayages, des journées d'action quand il y en aura sur le plan national. Donc de s'en remettre aux bonzes confédéraux et leurs « actions-bidons » qui écœurèrent les travailleuses et ne leur apportent rien.

La CFDT sortait elle aussi un tract faisant le bilan de la grève et essayant pour la première fois de dénoncer l'attitude de la section CGT.

Au cours de cette lutte, la section CFDT a essayé de proposer des objectifs clairs : « Quand on veut gagner on prend tous les moyens quels qu'ils soient » une légère démarcation s'est faite entre section CFDT et section CGT, ce qui n'avait pas été le cas lors des luttes précédentes. Des travailleuses ont dit « on sait maintenant vers qui se tourner ».

C'est dans la pratique que la CFDT pourra se renforcer (actuellement elle est minoritaire) et conduire les luttes à la victoire. On ne brade pas les luttes au nom de l'unité d'action. La CGT prône l'unité d'action pour

la victoire du Programme commun mais pas pour la satisfaction des revendications immédiates des travailleurs.

A Big Chief, comme dans les derniers conflits (Caisse d'Épargne, Chantiers de l'Atlantique...) les directions syndicales révisionnistes et réformistes soumettent la satisfaction des revendications aux échéances électorales, à l'arrivée de la « gauche » au pouvoir.

Les travailleurs n'ont rien à gagner avec ces politiciens bourgeois qui se donnent l'apparence de « gauche » pour mieux les tromper. Leur seul objectif est de sauver le système capitaliste en crise.

« Pas de concessions sur les revendications ».

« Elections ou pas, défendons nos droits ».

« Union à la base et dans l'action, n'attendons rien des élections ! ».

Correspondant HR après discussion avec des travailleuses de Big Chief et avec leur accord.

## la France des luttes

### Bretagne

## Rassemblement pour le maintien des paysans à la terre

Jeudi 20 janvier, environ 200 agriculteurs et agricultrices venus des 3 départements bretons (Côtes-du-Nord, Finistère, Morbihan) se sont retrouvés à Carhaix (29), centre de la production laitière. Nous nous sommes rendus à l'URCIL (Union régionale de contrôle interprofessionnel laitier) laboratoire qui effectue toutes les analyses du lait (qualité, matière grasse...), où se tenait une réunion au sommet pour décider du paiement du lait.

Il n'existe pas un prix unique pour tous : il y a un prix de base au litre plus 13 incidences sous forme de primes (quantité, qualité, réfrigération, contrôle laitier, matière grasse...). Cette forme de paiement entraîne une division des producteurs et surtout un paiement du litre de lait plus cher aux gros producteurs.

Autour de la table du conseil d'administration, étaient donc présents les représentants des coopératives (Unicopa, Landerneau...), des industries laitières (Entremont, Nego-beureuf, SILL...), des

FDSEA des 3 départements (dites de gauche !). Ils étaient là pour décider du paiement du lait à la matière azotée, nouvelle mesure qui ne fera que baisser le revenu des agriculteurs pour arranger les transformateurs.

Ce qui a frappé tout le monde, c'est la même politique adoptée par ces messieurs « le gouvernement nous oblige ; Bruxelles a décidé ; on ne peut faire autrement... » Qu'ils soient industries, coopératives ou syndicat officiel, tous baissent la culotte et décident ainsi d'un prix du lait non rémunérateur et de la liquidation des petits producteurs. Pourtant, Dieu sait si nous avons de beaux discours de ces gens qui font tout leur possible pour défendre « le » paysan.

Le 2e point important, c'est la dénonciation unanime par tous les paysans de la liquidation des petits producteurs. Un exemple : la coopérative de Ploudaniel vient de refuser de ramasser le lait de 80 petits producteurs ! Toutes les revendications avancées durant l'après-midi reposaient sur le droit à la vie et au travail des petits producteurs, non à leur disparition.

Nous sommes repartis dans la soirée avec de vagues promesses. Mais si nous étions 200 hier, nous savons que la grande majorité des paysans et paysannes sont venus sous pression, en ont marre du mépris qu'on nous porte, des salaires indécents, des conditions de vie souvent moyennageuses, et si nous continuons la lutte, c'est pour gagner et obtenir le maintien du plus grand nombre de paysans à la terre et la juste rémunération de leur travail.

Correspondant HR.

## La corruption des hauts-fonctionnaires

# « LE DIRECTEUR DU CHR DE RENNES EST UN VOLEUR ! »

Mi-décembre, on apprenait par Ouest-France que « des témoignages accablants pèsent sur l'ancien directeur du CHR\* de Lille, M. Mufragi ». Le trésorier-Payeur du CHR de Lille a témoigné que « M. Mufragi a favorisé certaines entreprises lors de la rénovation du CHR de Lille ».

Il a conclu des marchés désavantageux pour l'hôpital. Il était très lié à certaines entreprises qu'il a fait bénéficier d'un marché mirifique. Plusieurs membres de sa famille ont trouvé du travail au CHR. Il a utilisé les fonds de fonctionnement de l'hôpital pour la rénovation de son pavillon d'habitation dont le coût a été multiplié par trois entre le devis initial et la facture finale, et ce dans le but de couvrir des frais personnels.

Il s'agit là d'actes condamnés en théorie par la loi. Mais dans la pratique, il en va tout autrement. Comme le dit un tract de

la cellule du CHR de Rennes du parti communiste marxiste-léniniste de France : « Les tripatouillages de Mufragi étaient bien connus de l'Administration depuis plusieurs années — les accusations reposent sur le témoignage du Trésorier-Payeur du CHR de Lille, lui-même haut fonctionnaire ».

A-t-il été destitué ? A-t-il été en prison ? A-t-il été obligé de rendre l'argent ? NON ! Il a été simplement « muté » au CHR de Rennes. Bref, on passe l'éponge et libre à lui de recommencer à Rennes.

Mieux que ça ! Les syndicats du CHR de Rennes ont diffusé un tract pour dénoncer cette corruption et appeler les travailleurs à se mobiliser sur leurs revendications. Eh bien, ils ont été convoqués par le Préfet qui leur a expliqué que des « témoignages ne sont pas une preuve » (sic !) et que de toute façon, les syndicats n'avaient pas à attaquer un directeur qui est « sous la tutelle du Préfet » (re-sic !).

Voilà la justice chez nous : quand un jeune pique à Prisons, il va en taule. Quand des ouvriers se mettent en grève, on envoie des CRS. Mais quand un directeur pioche dans la caisse, on fait tout pour le protéger.

Pourquoi cela ?

C'est simple. Ce que demandent le gouvernement et le Ministère à un directeur, ce n'est pas d'être honnête ; mais de faire accepter au personnel des conditions de travail de plus en plus dures, de lui faire supporter la crise économique et le plan d'austérité.

Et pour ça, Mufragi s'y connaît :

A peine arrivé à Rennes, il essaya de réduire les congés payés du personnel de 26 à 22 jours ouvrables.

3 mois après, il infligeait 144 avertissements inscrits au dossier à des agents qui avaient été à une Assemblée générale sur le temps de travail, motif : abandon de poste !

Ces jours-ci, on a appris que 250 postes prévus au budget 1976 n'ont pas été pourvus, soit plus de 500 millions d'AF d'économie.

Ce Monsieur sert bien les intérêts de la bourgeoisie ; on lui laisse donc le droit de piocher dans la caisse de temps en temps.

Dans un paragraphe intitulé : « Il ne suffira pas de changer de gouvernement pour changer tout cela » : le tract du PCMLF dit également :

« En effet, qui est le Maire de Lille ? et à ce titre, président du Conseil d'Administration du CHR de Lille ? C'est Monsieur Pierre Mauroy, numéro 2 du Parti Socialiste, dauphin de Mitterrand, futur ministre quand la gauche sera au Pouvoir ! » « Pourquoi n'a-t-il rien fait ? Pourquoi n'a-t-il rien dit ? Il était pourtant très bien placé pour être au courant. Ce Monsieur parle souvent à la radio ou à la TV ; ce n'était pas difficile pour lui de

dénoncer ce scandale !

Si c'est comme cela qu'il défend les ouvriers maintenant, que fera-t-il quand il sera au gouvernement ? Par devant, les belles phrases sur le socialisme et par derrière, on est copain-copain avec les exploités ! »

Et le tract conclut :

« Les ouvriers n'ont rien à attendre de la bourgeoisie, de droite comme de gauche. Il faut renverser la bourgeoisie. Il faut faire une Révolution :

— expropriation des patrons sans indemnités

— directions des usines, des hôpitaux par des travailleurs élus et révocables à tout moment.

— répression sévère de toute opération, de toute spéculation, de toute fraude, et de toute exploitation des travailleurs.

C'est à faire ces transformations en France que le PCMLF appelle tous les travailleurs de France ».

Correspondant HR.

\* CHR : Centre hospitalier régional.

### TARIFS D'ABONNEMENTS

#### Pli ouvert

1 mois	32 F
3 mois	95 F
6 mois	190 F
Soutien	300 F

\*\*\*\*

#### Pli fermé

1 mois	70 F
3 mois	210 F
6 mois	400 F
Soutien	500 F

\*\*\*\*

CCP :

L'HUMANITÉ ROUGE  
No 30226-72 — La Source



# L'hépatite virale, une maladie hospitalière en progression

Certaines maladies relativement fréquentes en milieu hospitalier du fait des conditions particulières qui y règnent, sont appelées pour cela «maladies hospitalières». Des mesures strictes sont prises normalement pour éviter qu'elles ne touchent malades et travailleurs de l'hôpital, mais ce n'est pas toujours facile. Ainsi, les

travailleurs hospitaliers sont payés un lourd tribut à la tuberculose. Actuellement, une autre maladie, l'hépatite virale, devient assez inquiétante. Elle est due à un virus qui, après avoir pénétré dans l'organisme, se répand dans la circulation sanguine, porte atteinte au foie («hépatite») et perturbe son fonctionnement. Le personnel

hospitalier est particulièrement exposé à cette maladie par son travail. L'ensemble des employés qui ont contact avec du linge de personnes contaminées peut être touché (le virus est éliminé par l'organisme dans les selles). Les laborantins qui manipulent les prélèvements de sang en pharmacie courent un risque encore plus grand car il a été démontré que le virus, s'il est présent dans le sang, peut se propager chez eux par de simples égratignures de la peau.

## Les mesures d'hygiène nécessaires ne peuvent être prises

De simples mesures d'hygiène suffiraient pour diminuer considérablement les risques : séparer le linge contagieux des autres, brûler les pansements, changer de blouse pour les repas, etc. Mais pourquoi sont-elles insuffisamment appliquées ? Certes, l'éducation de l'ensemble des travailleurs hospitaliers sur les mesures de prévention est très insuffisante. Mais de plus, les conditions de travail imposées par l'administration empêchent de les mettre en œuvre comme il faudrait.

Un exemple : comment trier le linge si on manque d'effectif ? Pour aller déjeuner au réfectoire, il y a une queue de 20 mn et il n'en rest plus que 10 pour avaler en vitesse.

Comment s'étonner alors que beaucoup de travailleurs cassent la croûte dans les services et dans le cas de la pharmacie sur la «pailasse» qui sert aux différents examens. ? Pour changer de blouse, il faudrait en avoir de rechange. Or, on en manque. L'été, il est arrivé, notamment en neurochirurgie, que des infirmiers soient obligés de garder leur blouse pendant 15 jours. Ou alors il fallait les emporter à la maison pour les laver à leurs frais, ce qui ne va pas sans favoriser d'éventuels risques de contamination.

Ainsi, contrairement à ce que voudraient faire croire certains, les travailleurs ne sont pas victimes de leur propre «négligence» ou «imprudence». Comme tous les travailleurs soumis au risque d'accidents du travail ou de maladies professionnelles, ils sont victimes du système capitaliste qui cherche le profit maximum et ne veut réparer les dégâts qu'il entraîne chez les travailleurs qu'au plus bas prix. Ce sont les conditions de travail auxquelles ils sont contraints qui favorisent la propagation de l'hépatite virale à l'hôpital.

## AFFICHEZ L'H.R.



## Accidents du travail ENCORE DES CRIMES DU CAPITAL !

La section CFDT de Corbehem dénonce dans un communiqué la mort d'un ouvrier écrasé sous huit tonnes de charbon. Employé par une entreprise intermédiaire il était contraint de travailler dans les conditions les plus dangereuses. Il fallait qu'il abatte du charbon, suspendu par une nacelle dans une trémie triangulaire fermée dans laquelle le charbon était pris en masse.

Un ouvrier de plus, le 10e, de l'usine Amiante Amisol de Clermont-Ferrand vient de mourir

du cancer. Dans cette usine, le patron obligeait les ouvriers à manier l'amiante à la fourche les exposant ainsi aux plus grands risques d'asbestose (sorte de bronchite due à l'amiante). Cette maladie très invalidante par elle-même favorise en outre la venue de cancers du poumon.

On remarque encore une fois que la presse bourgeoise si avide de sensationnel ne montre guère d'empressement à dénoncer de tels crimes dont les patrons sont responsables.

## Une maladie qui peut être grave

L'hépatite virale se passe souvent bien chez l'enfant et c'est à ce titre qu'on la connaît sous le nom habituel de «jaunisse». Mais elle peut se révéler parfois grave chez l'adulte notamment en milieu hospitalier où le virus semble plus nocif.

Ainsi, il y a un an, une infirmière de l'hôpital Saint-Louis en est morte. Or, comme l'ont déclaré les syndicalistes CFDT de la Pitié-Salpêtrière, elle devient relativement fréquente. Quarante-cinq cas sont survenus récemment dans l'ensemble de l'Assistance publique. L'année dernière, il y a eu trente-neuf cas à la Pitié-Salpêtrière et dernièrement on a vu se déclarer six en trois mois au laboratoire de biochimie. Il semble bien que l'injection d'anticorps serait un bon moyen de protection puisqu'elle a réduit les cas de 14 à 0 dans le service de néphrologie du professeur Legrain. Mais cette méthode ne peut être appliquée largement à l'heure actuelle ; quant à la vaccination, elle n'est pas encore au point.

### COMMUNIQUÉ

Le camarade Lucas Cardenas est décédé. C'était un vieux militant du PCE, un combattant antifasciste de la guerre d'Espagne. Il n'avait pas accepté la trahison révisionniste et avait rejoint très tôt le mouvement marxiste-léniniste. Dès l'époque des cercles, il rejoint le PCMLF, puis plus tard adhère au PCE (ml).

Depuis plus de cinq ans, la maladie l'avait affaibli et diminué. Il a été enterré samedi 22 janvier 1977 au cimetière de Montferrand. Parmi les nombreuses couronnes, on en remarquait une, signée du Comité de Clermont-Ferrand du PCMLF, portant l'inscription suivante :

«Au combattant antifasciste espagnol, au militant fidèle à son idéal communiste».

Correspondant HR, le 22/1/77

## A la librairie les «Herbes sauvages»

### Une délégation chinoise visite l'exposition consacrée à la vie de Mao Tsé-toung

Une délégation chinoise composée des camarades Hsu Cheng-hua et Wang Hua, respectivement premier et troisième secrétaire auprès de l'Ambassade de Chine chargés des questions culturelles, ainsi que du camarade Hsien Hua, correspondant du journal chinois «Kuangming Ribao» a visité récemment l'exposition con-

sacrée, à la librairie des «Herbes sauvages», à la vie et à l'œuvre du président Mao.

Ils se sont montrés très intéressés par la manière dont avaient été retracés les épisodes les plus glorieux de la vie du président Mao et ont posé de nombreuses questions sur les réactions des visiteurs venus voir

l'exposition depuis qu'elle était ouverte au public.

L'exposition, qui a rencontré un très vif succès, vient de fermer ses portes. Elle ouvrira à nouveau dans quelques semaines. A cette occasion, quelques modifications seront apportées afin de tenir compte des critiques exprimées par les nombreux visiteurs.

## Vient de paraître aux éditions du Centenaire

### SUR LE MATERIALISME DIALECTIQUE

Extrait du chapitre 16 : «Efforçons-nous de changer notre conception du monde».

«On ne pourra transformer sa conception du monde sans participer aux trois grandes pratiques révolutionnaires. "Transformons le monde objectif, transformons aussi notre propre monde subjectif" a dit le président Mao. Cela veut dire que la transformation du monde subjectif ne peut être séparée de la pratique visant à transformer le monde objectif.» (...)

«On ne peut se passer de l'aide des masses révolutionnaires pour transformer sa conception du monde. Si nous n'avons pas recours à un miroir, nous ne verrons pas notre visage : si nous nous détournons du contrô-



le et de l'aide des masses pour critiquer nos insuffisances et nos erreurs, nous ne pourrions les voir clairement et nous n'y ferons pas attention. Nos expériences propres sont limitées, la sagesse des masses, elle, est illimitée. Qu'un révolutionnaire se sépare des masses, de même qu'un poisson se sépare de l'eau, il ne pourra alors ni refondre sa conception du monde ni connaître le monde objectif.» (...)

## La campagne de soutien à l'Humanité Rouge

### Liste de souscription

TOTAL AU 16/1/77	35 938,00 F	Suppl. calend. KM	10,00 F
Fruit du trav. du peupl. pr hâter son émancip. 2 cam.	5 000,00 F	LM	70,00 F
Suppl. à réabt LBA	60,00 F	LPH	250,00 F
" " CR	100,00 F	Vive le 7e C. du PTA	
" " LJP	10,00 F	JMP	1080,00 F
" " CP	1 100,00 F	Suppl. à réabt SJ	18,00 F
" " DM	50,00 F	Sousc. meet. centre Paris	41,50 F
" " LR	10,00 F	CDHR Dimitrov	1 100,00 F
" " SJP	8,00 F	" Ho Chi Minh	122,20 F
" " CN	5,00 F	" J. Lahaut	107,80 F
" " RC	5,00 F	Norman Bethune M	50,00 F
" " GS et MJ	10,00 F	GCH	60,00 F
" " JL	10,00 F	Oser lutter, oser vaincre	200,00 F
" " BJ	10,00 F	Suppl. à réabt PF	95,00 F
" " GA	25,00 F	JH	500,00 F
" " JP	10,00 F	Un cam. ml du 15e	200,00 F
" " LSA	60,00 F	Un syndliste de Pantin	20,00 F
" " FC	10,00 F	Soutien au Qt	
" " CJ	50,00 F	CDHR F Yveton	60,00 F
" " RA	10,00 F	PDB	350,00 F
" " HY	20,00 F	MEG	1 553,35 F
" " BCL	18,00 F	AJ	491,00 F
" " CA	10,00 F	CDHR P. Semard	300,00 F
" " SY	60,00 F	SPH	20,00 F
" " DCY	10,00 F		
		TOTAL GÉNÉRAL AU 22/1/77	49 297,85 F





culturel

# LA REVOLTE DES GUEUX

Mardi 25 janvier  
Antenne 2  
Aux Dossiers de l'Écran  
Le problème viticole en France

La levée en masse en 1907 des ouvriers agricoles, des petits et moyens paysans aidés des travailleurs contre les gros propriétaires fonciers, les sociétés capitalistes terriennes, montra la grande force révolutionnaire du peuple.

Jamais, depuis 1789, la paysannerie française n'avait réagi aussi violemment.

Jamais, depuis 1789, la paysannerie n'avait été aussi prête à prendre les armes.

Mais ce grand mouvement de masse ne put s'organiser réellement, d'une façon conséquente contre les menées du gouvernement de Clémenceau, des partis sociaux-démocrates et de toute la bourgeoisie.

La révolte des gueux, dont voici l'histoire, restera gravée comme étant le chemin à suivre; l'exemple à propager.

Surproduction et fraude

Le vignoble avait été

ravagé par le phylloxéra vers 1890-1895. Depuis cette date le vignoble avait été reconstitué et la moyenne des quantités ne faisait qu'augmenter, surtout depuis que les plants à gros rendement avaient fait leur apparition.

Ainsi, les départements de l'Aude, de l'Hérault, des plaines du Bas-Gard et des Pyrénées orientales qui étaient entièrement constituées de vignes, furent touchées par la surproduction.

Pour ce qui est de la fraude, une loi avait été votée : la loi du 28 janvier 1903 qui donnait l'essor à une fabrication énorme de vin à sucre. Dès 1904, les cours baissèrent très vite. Le vin ne se vendait plus qu'entre 7,00 et 11,00 francs l'hectolitre.

En 1907, les cours étaient identiques. La misère devenait grande chez les ouvriers et les paysans-travailleurs. Dans pareille situation les gros propriétaires terriens étaient les moins touchés. Leurs grandes caves leur permettaient de stocker le vin (ce qui était interdit pour les petits propriétaires) et ainsi d'échapper aux cours les plus bas.

De plus, ces 4 départements reposant sur la monoculture, la population ne pouvait plus acheter de légumes, de pain, etc.

Les ouvriers voyaient approcher le chômage.

Les industries étaient presque inexistantes et reposaient uniquement sur la viticulture (tonnellerie etc.) ainsi les ouvriers industriels étaient eux aussi menacés.

Ce sont toutes ces raisons qui provoquèrent la révolte des gueux de 1907.

Les premières manifestations

Abandonnant le jeu électoral, plusieurs paysans-travailleurs,



Manifestation de Narbonne (Cliché Le Peuple Français)

ayant à leur tête un petit propriétaire Marcellin Albert, réunirent le 2 mars 1907 une centaine de paysans-travailleurs de l'Aude pour obliger l'État à prendre des mesures contre la crise. Ils se rendirent en manifestation à Narbonne pour être entendus par la commission d'enquête parlementaire sur la crise viticole.

Encouragés par cette manifestation, ils entreprirent une tournée dans les villages. Ils décidèrent quelques jours plus tard de créer le Comité Central de Défense Viticole, appelé plus couramment le Comité d'Argeliers en souvenir du village du même nom où se tint leur 1<sup>ère</sup> réunion.

La mobilisation, l'unité ouvriers agricoles et petits paysans

Le 31 mars eut lieu le 1<sup>er</sup> meeting viticole à Bize, auquel assistèrent 5000 ouvriers agricoles et petits paysans. Tous les dimanches, se tenait un meeting dont le nombre de participants allait croissant.

Puis ce fut le meeting du 5 mai à Narbonne, qui regroupa plus de 45000 manifestants, pour la plupart des ouvriers et paysans-travailleurs. Le petit mouvement de protestation du départ se transformait maintenant en un grand mouvement de masse.

Le 12 mai, ce fut à Béziers que se tint un meeting avec 120 000 manifestants puis 170 000 à Perpignan, 270 000 à Carcassonne.

Enfin ce fut à Montpellier, avec 500 000 manifestants. Le mouvement ne cessait de grandir.

Les premières contradictions

Le comité d'Argeliers, qui était sans cesse poussé en avant par les masses se heurta aux intérêts divergents des diverses classes qui se trouvaient en son sein.

1) Les gros propriétaires se saisissaient de la crise

qua la riposte populaire. Les barricades se dressent partout. La sous-préfecture de Narbonne est assaillie, les cuirassiers tirent. Le 20 au soir la préfecture est en flamme. A Montpellier, le combat dure 4 jours. Les charges de cavaliers venaient mourir sur les barricades.

La mutinerie du 17e

L'agitation était grande dans la garnison de Béziers où stationnait le 17e.

un petit caporal. Le caporal Lacroisade barre avec ses 6 compagnies la route aux mutins. Mais la détermination du 17e est telle que le général bat en retraite et cède le passage. Alors le 142e de Ladève est levé.

Il doit se rendre à Béziers par le train pour déloger les mutins. Aussitôt 3000 travailleurs déboulonnent les rails ! Le général commandant le 142e abandonne, le régiment réintègre sa garnison.

La fin de la révolte

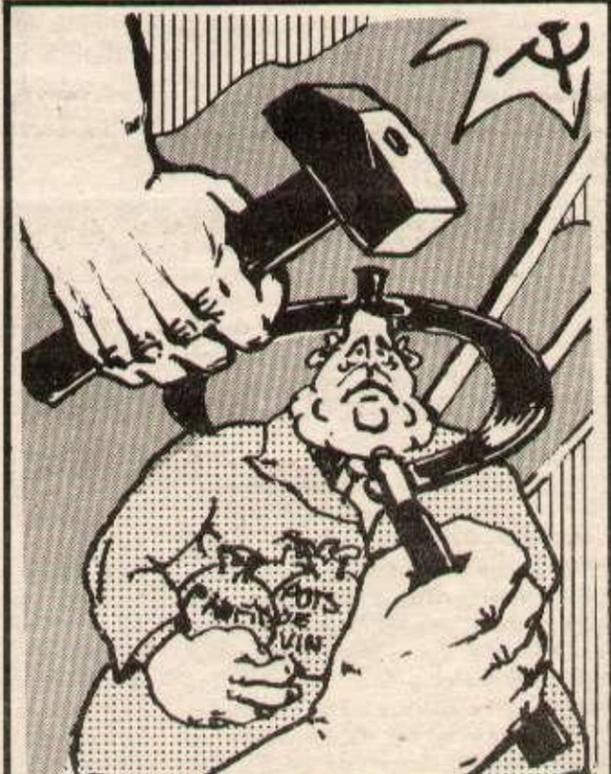
La mutinerie mettait directement en cause les intérêts des gros capitalistes. Le mouvement avait changé de direction. Des mains des « démocrates, bourgeois et autres » il passait dans celle des ouvriers, des paysans-soldats, les gros propriétaires ne pouvaient l'accepter.

La tendance opportuniste du Parti socialiste (représentée par J. Jaurès) se joignit à eux pour refuser la mutinerie, partant saboter le mouvement. Ainsi, le comité viticole de Béziers appuyé par le colonel Baillaud, demanda aux mutins de réintégrer leur garnison, leur jurant qu'aucune sanction ne serait prise.

Mais ne faites aucune confiance aux traitres : le 23, le 17e était envoyé à Gap, puis à Gafsa en Tunisie !

Au contraire la fraction révolutionnaire du PS et de la CGT approuvèrent sans restriction l'acte des mutins du 17e.

**Bibliographie**  
« Le peuple français » No 12  
- La levée des Gueux  
Édition Norman Béthune  
- Almanach ouvrier paysan 1948



Vu par William

LYON  
Organisés pendant les 5 semaines  
de projection du film  
**Comment Yukong  
déplaça les montagnes**

au cinéma : LE CANUT  
32, rue René Leynaud  
69 001 - Lyon  
et le CINEMATOGRAPHE

**DEBATS SUR  
LA CHINE**

Après les séances de :  
Vendredi 28 janvier (21 h) : Une femme, une famille  
Vendredi 4 février (21 h) : La pharmacie  
Samedi 29 janvier : de 14 à 24 h, FILMS, DISCUSSIONS, TABLE DE PRESSE...

AMITIÉS  
FRANCO-CHINOISES



# L'Humanité Rouge

Belgique

## Les partisans du social-impérialisme soviétique intensifient leurs activités

Le Parti communiste marxiste-léniniste de Belgique vient de publier dans le dernier numéro de son organe central «Clarté» un intéressant article sur la propagande de démobilisation menée par les forces prosoviétiques dans le pays. Nous en reproduisons ci-dessous les principaux extraits.

Voici plus d'un an que la Conférence d'Helsinki sur la Sécurité et la Coopération en Europe (CSCE) a pris fin. Les sociaux-impérialistes et leurs agents dans les différents pays européens s'activent en ce moment beaucoup à en faire le bilan. Devant une opinion publique qui marque de plus en plus sa méfiance à leur égard, ils multiplient les meetings, conférences, réunions, publications, etc. Ils vantent à qui mieux mieux les bienfaits de la «détente» et du «désarmement» tels qu'ils sont voulus par Brejnev et Cie. Leur but est d'endormir la vigilance des peuples et pays européens et de les amener à désarmer.

### La détente, cette immense duperie

L'URSS actuelle met de grands espoirs dans la «Conférence de Vienne sur la réduction des forces armées et des armements en Europe centrale» que les nouveaux tsars ont eux-mêmes mis sur pied voici quelques années déjà ; comme nous l'affirme le «Drapeau rouge», «Vienne reste sans doute le point crucial de la détente en Europe». Mais voilà, cette conférence «piétine» et la faute en incombe aux pays occidentaux ; comme l'a déclaré Jean Terfve, un des dirigeants du PCB (1) lors d'une conférence récente, «la volonté politique qui devrait permettre d'aller de l'avant fait défaut du côté occidental». Quant aux dirigeants soviétiques, le «DR» nous les présente comme animés des meilleures intentions. Ne proposent-ils pas «un gel au niveau actuel des forces armées» de l'OTAN et du Pacte de Varsovie ? A première vue, quoi de plus juste et de plus équitable ? Mais voyons ce que cela cache. La situation militaire en Europe est à présent caractérisée par le fait que les forces armées soviétiques dépassent de beaucoup les forces de l'OTAN. Il en va de même de leurs avions, chars et autres armements.

On s'aperçoit facilement que la propagande soviétique n'est qu'une duperie, parce que le «gel au niveau actuel» ne vise pas à un équilibre des forces, comme on veut nous le faire croire, mais à perpétuer le déséquilibre actuel en faveur de l'URSS.

Il vise à maintenir la suprématie des sociaux-impérialistes, il vise à désarmer les pays européens. Il est par conséquent contraire à l'intérêt des peuples de ces pays qui, s'ils acceptent de désarmer, même partiellement, ne feront qu'affaiblir leur défense face à un adversaire de loin plus armé.

### Une propagande de désarmement qui sert l'agresseur

Cette préoccupation de l'URSS pour un désarmement en sa faveur est accompagnée d'une propagande qui vise à démontrer la nécessité d'une reconversion des industries de guerre... des pays occidentaux ! Le ministre d'État «socialiste» Pierre Vermeylen l'a dit clairement lors d'une conférence mondiale tenue à Helsinki cet automne : Il a proposé d'exiger de nos gouvernements des program-

mes de reconversion des industries de guerre dans les pays capitalistes». Oui, pas une reconversion de toutes les industries de guerre, mais des seuls pays occidentaux ! Le ministre «socialiste» n'est pas le seul à propager de pareilles inepties. D'autres serviteurs des nouveaux tsars reviennent constamment. Ils ne demandent pas la reconversion de l'industrie de guerre soviétique toute puissante en pleine expansion (60 % des entreprises industrielles en URSS travaillent à des fins militaires), ils demandent à l'Europe occidentale de désarmer !

Pour arriver à leur but, ils emploient surtout un argument qui est particulièrement démagogique : ils laissent entendre qu'une diminution des dépenses militaires pourrait nous sauver, ou au moins diminuer les effets de la crise. Le ministre

pas avouer que leur rôle n'est pas de «défendre la paix» et le pouvoir d'achat des travailleurs, mais de préparer le lit du social-impérialisme soviétique en Europe ?

### Les nouveaux tsars veulent dévorer l'Europe

Les peuples et les pays européens doivent être particulièrement vigilants face à de tels desseins. Surtout que les sociaux-impérialistes, dans leur tentative de faire passer le noir pour le blanc et de créer ainsi une opinion publique favorable à leurs plans expansionnistes, ont le culot, tout en menaçant, d'accuser les pays ouest-européens de bellicisme. Jean Terfve encore, dans un article publié dans la Tribune Libre du «Soir» du 9/11/76, fait reproche aux dirigeants belges qu'ils refusent de désarmer (!). Et il ajoute : «On ne doit pas se faire d'illusions. Si la course aux armements

en Europe un potentiel militaire inouï, c'est pour cela qu'ils y déploient une propagande particulièrement opiniâtre.

### Des échanges qui servent de préparation à l'agression

Un autre point de cette propagande sur lequel nous voulons nous arrêter, parce qu'il est d'une importance décisive, vise à promouvoir l'idée d'un développement des échanges économiques entre l'Est et l'Ouest. Ceux-ci ont dernièrement progressé «de manière sensible» mais il importe de les développer davantage, nous dit encore le «Drapeau Rouge». Les échanges entre l'Est et l'Ouest contribueraient, voyez-vous, à consolider la détente. Or ceci est archifaux : l'URSS achète aux pays occidentaux des crédits (qui se chiffrent à plusieurs dizaines de milliards de dollars US), de la technologie, des matières premières, des aliments, etc. Par exemple, tandis qu'elle est un des plus grands producteurs d'acier dans le monde, elle achète de l'acier auprès de plusieurs pays occidentaux dont la Belgique. Ces matières premières, cette technologie, ces crédits, etc., ont un but précis : ils lui servent à développer sa puissance militaire ; au fur et à mesure que sa machine de guerre se développe, ses besoins deviennent de plus en plus grands. Le développement des échanges, donc, ne contribue pas à consolider la «détente», mais au contraire renforce les facteurs de guerre. En avançant des arguments pareils, les sociaux-impérialistes et leurs agents cherchent à toucher la corde sensible des capitalistes. En effet, quand messieurs les capitalistes, qui mettent leurs profits au-dessus de tout, consentent des crédits à l'URSS, quand ils lui vendent de la technologie, des matières premières, etc, ils contribuent à armer l'ennemi le plus redoutable des peuples et portent ainsi atteinte aux intérêts fondamentaux de leurs propres pays. De toute évidence, l'histoire ne leur a pas appris grand chose.

### Une méfiance totalement justifiée

Mais les peuples, eux, commencent à se méfier de plus en plus, et le social-impérialisme et ses agents en sont conscients. Victor Larock, du PSB — ex-homme des Américains et maintenant un des principaux clairons de la paix à la Brejnev — a dû admettre avec amertume que l'opinion que la détente est «une tactique, une ruse», «gagne du terrain».

Lors du meeting du Rassemblement Liégeois pour la Paix mentionné plus haut, il a également fait remarquer que malgré la signature de l'acte final de la CSCE, il y a du côté occidental «un effort propagandiste inouï visant à attiser la méfiance à l'égard de l'Est».

Mais cette méfiance est-elle justifiée ? Tout à fait. Elle est due au fait que le social-impérialisme ne peut plus cacher son vrai visage. Elle reflète la prise de conscience des peuples quant à la vraie nature du social-impérialisme : une nature d'agresseur, d'ennemi féroce des peuples du monde. Et quoi que fassent le social-impérialisme et ses laquais, cette tendance est promise à se développer et à vaincre.

(1) et (2) — «Drapeau Rouge», 22 novembre 76.



d'État Vermeylen, lors de la conférence citée plus haut, n'a-t-il pas «marqué sa préoccupation de voir liés les problèmes de la course aux armements, du désarmement, de la crise et de la reconversion nécessaire des industries de guerre» ?

Et le «Drapeau Rouge» d'ajouter que la Belgique «aurait tout intérêt à geler dès maintenant ses dépenses militaires au niveau actuel et à participer de manière substantielle à une réduction des forces. Toutes les occasions ne devraient-elles pas être saisies en ce temps d'économies budgétaires ?» (2)

Tout ceci est un mensonge de plus. La crise est un mal inhérent au système capitaliste, et pour autant que ce système n'est pas balayé, on aura toujours des crises. Ces crises seront même de plus en plus aiguës et de plus en plus fréquentes. Seul le remplacement du régime capitaliste par le régime socialiste pourra nous sauver des crises et pas quelques économies par ici et par là. Les dépenses militaires réelles de l'URSS pour l'année 1975 représentaient 20 % de plus que celles des États-Unis (celles d'Hitler à la veille de la seconde guerre mondiale se montaient à 19 %). Le peuple soviétique ne manque-t-il pas de produits alimentaires de première nécessité, comme le pain et la viande, par exemple ? N'est-ce

continue à se développer comme elle le fait actuellement, si nous n'arrivons pas dans un délai relativement bref, à des mesures, ne fût-ce que partielles, pour le désarmement, la situation internationale va se dégrader. La relative détente dont Helsinki fut l'expression spectaculaire, tombera alors en faillite et le danger d'une guerre mondiale qu'elle entraîne, se fera plus grand et plus précis.

Ces propos ne sont pas autre chose qu'un aveu et une menace en même temps : soit vous approuvez en Belgique et en Europe les propositions russes pour le désarmement, soit vous aurez la guerre. Cela ne pourrait être plus clair !

Cet intérêt tout particulier pour l'Europe confirme une fois de plus toutes les analyses des marxistes-léninistes, qui depuis longtemps disent que le point-clé de la rivalité entre les deux super-puissances, l'URSS et les États-Unis, est l'Europe et que le danger d'une guerre grandit chaque jour. Avec sa position stratégique-clé au carrefour de trois continents et sa grande puissance économique, l'Europe constitue un morceau particulièrement alléchant pour les impérialistes. Celui qui arriverait à contrôler l'Europe pourrait s'en servir comme d'un tremplin pour dominer le monde entier. Les sociaux-impérialistes le savent bien, et c'est pour cela qu'ils concentrent